

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2020

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Angelo Marino, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Côte-Saint-Luc pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature Angelo Marino Date 10 mai 2021

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	22
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	23
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	24
Charges par objets	25
Excédent (déficit) accumulé	26
Avantages sociaux futurs	30

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	37
Analyse des charges	49

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au conseil municipal de la Ville de Côte Saint-Luc,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Côte Saint-Luc (« la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Côte Saint-Luc au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Côte Saint-Luc inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S-17, S-18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.*¹

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

¹ CPA auditeurs, CA, permis de comptabilité public numéro A108263

Brossard, Québec, 10 mai 2021

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	64 434 100	64 871 581	63 485 182
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 532 400	1 537 824	1 590 031
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 100 990	5 271 728	1 088 323
Services rendus	5	2 341 960	768 858	2 189 486
Imposition de droits	6	3 142 300	4 654 471	5 056 467
Amendes et pénalités	7	475 000	436 510	529 353
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	611 500	453 260	825 892
Autres revenus	10	359 650	818 312	511 670
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	73 997 900	78 812 544	75 276 404
Charges				
Administration générale	14	8 687 873	8 345 127	10 980 329
Sécurité publique	15	14 943 870	14 796 978	13 924 067
Transport	16	15 005 492	16 885 803	16 807 031
Hygiène du milieu	17	9 714 404	9 280 564	9 453 335
Santé et bien-être	18	410 722	414 749	359 360
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 125 082	2 028 939	1 425 400
Loisirs et culture	20	16 980 657	17 174 951	18 244 295
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 331 030	1 429 394	1 390 690
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	69 199 130	70 356 505	72 584 507
Excédent (déficit) de l'exercice	25	4 798 770	8 456 039	2 691 897
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		48 017 277	45 325 380
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		48 017 277	45 325 380
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		56 473 316	48 017 277

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	12 584 631	4 935 735
Débiteurs (note 5)	2	13 087 736	11 957 071
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	1 159 500	1 501 900
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	26 831 867	18 394 706
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	10 003 190	10 414 497
Revenus reportés (note 12)	12	1 012 348	1 149 540
Dette à long terme (note 13)	13	52 004 555	51 615 176
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	63 020 093	63 179 213
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(36 188 226)	(44 784 507)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	92 261 637	92 420 643
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19		
Stocks de fournitures	20	245 796	238 436
Autres actifs non financiers (note 18)	21	154 109	142 705
	22	92 661 542	92 801 784
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	56 473 316	48 017 277

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 798 770	8 456 039	2 691 897
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	9 527 000 )(	6 049 009 )(	15 251 848)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		6 208 015	5 690 743
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(9 527 000)	159 006	(9 561 105)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(7 360)	6 086
Variation des autres actifs non financiers	11		(11 404)	86 708
	12		(18 764)	92 794
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	(4 728 230)	8 596 281	(6 776 414)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(44 784 507)	(38 008 093)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(44 784 507)	(38 008 093)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(36 188 226)	(44 784 507)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 456 039	2 691 897
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	6 208 015	5 690 743
Autres			
▪	3		
▪	4		
	5	14 664 054	8 382 640
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 130 665)	2 780 503
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(411 307)	1 800 905
Revenus reportés	9	(137 192)	275 230
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	342 400	(113 300)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(7 360)	6 086
Autres actifs non financiers	13	(11 404)	86 708
	14	13 308 526	13 218 772
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(6 049 009)	(15 251 848)
Produit de cession	16		
	17	(6 049 009)	(15 251 848)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	6 000 000	5 838 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(5 611 000)	(5 490 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	379	(45 868)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	389 379	302 132
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	7 648 896	(1 730 944)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	4 935 735	6 666 679
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	4 935 735	6 666 679
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	12 584 631	4 935 735

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Côte Saint-Luc (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu du décret 1075-2005 daté du 9 novembre 2005 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations L.R.Q., c. E-20.001, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au coût. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisés au coût.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 à 20 ans

Les immobilisations en cours commencent à être amortis lorsqu'ils sont mis en service.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020****D) Passifs****Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Revenus reportés

Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées et que les stipulations ne sont pas rencontrées.

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, lorsqu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et lorsque'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pourrait résulter de jugements relatifs des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

E) Revenus**Constataion des revenus**

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons, s'il y a lieu, sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les revenus de transferts sont constatés à l'état des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

F) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créiteurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

À part le régime de retraite, la ville de Côte Saint-Luc n'offre pas d'autres avantages sociaux futurs (assurance vie, assurance soins de santé, banque de congés de maladie, ...).

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2020. Puisque le régime n'offrait pas d'indexation automatique des rentes des participants retraités, aucune augmentation des obligations n'est à prévoir si le rétablissement de l'indexation automatique des rentes était accordé par les tribunaux.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : s.o.
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : s.o.
- à titre de mesure d'allègement pour gains et pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées : le montant d'allègement utilisé en 2011 sera amorti linéairement sur une période de 13 ans à compter de 2012.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	7 584 631	4 935 735
Découvert bancaire	2 ())
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	5 000 000	
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	12 584 631	4 935 735
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	2 136 710	1 689 744
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note**5. Débiteurs**

		2020	2019
Taxes municipales	11	2 191 609	2 261 941
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	7 508 678	7 088 036
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	353 991	597 146
Organismes municipaux	15	323 711	302 637
Autres			
▪ Droits de mutation	16	2 393 496	1 276 824
▪ Autres	17	316 251	430 487
	18	13 087 736	11 957 071
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	993 920	1 653 120
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	993 920	1 653 120
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	291 977	245 832

Note**6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	1 159 500	1 501 900
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	1 159 500	1 501 900
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 570 700	1 453 200
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	68 949	71 889
	43	1 639 649	1 525 089

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	3 592 646	4 337 417
Salaires et avantages sociaux	48	3 699 639	2 812 658
Dépôts et retenues de garantie	49	2 188 607	2 594 574
Provision pour contestations d'évaluation	50	177 768	149 822
Autres			
▪ Divers	51	344 530	520 026
▪	52		
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	10 003 190	10 414 497

Note**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	82 714	85 215
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	45 970	45 970
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Divers	67	320 126	472 379
▪	68		
▪	69		
▪ Transfert - Redevances/Autres	70	563 538	545 976
	71	1 012 348	1 149 540

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,90	2021	2040	72	53 119 000	52 730 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	53 119 000	52 730 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(1 114 445)	(1 114 824)
					82	52 004 555	51 615 176

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		6 660 000			6 660 000
2022	84		5 828 000			5 828 000
2023	85		5 868 000			5 868 000
2024	86		5 754 000			5 754 000
2025	87		5 119 000			5 119 000
2026 et plus	88		23 890 000			23 890 000
	89		53 119 000			53 119 000
Intérêts et frais accessoires	90					
	91		53 119 000			53 119 000

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(36 188 226)	(44 784 507)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 ())
	102	(36 188 226)	(44 784 507)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	16 012 456	356 885	26 982	16 342 359
Eaux usées	104	2 129 049			2 129 049
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	34 554 914	933 447	598 190	34 890 171
Autres					
▪ Parcs/terrains de jeux/autre	106	14 382 534	201 817	481 365	14 102 986
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	51 054 273	1 252 182	102 884	52 203 571
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	8 602 673	763 564	420 211	8 946 026
Ameublement et équipement de bureau	112	1 885 520	67 504	557 280	1 395 744
Machinerie, outillage et équipement divers	113	1 108 100		78 751	1 029 349
Terrains	114	6 527 438			6 527 438
Autres	115				
	116	136 256 957	3 575 399	2 265 663	137 566 693
Immobilisations en cours	117	701 847	2 473 610	342 398	2 833 059
	118	136 958 804	6 049 009	2 608 061	140 399 752
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	3 744 641	522 060	26 982	4 239 719
Eaux usées	120	297 557	63 407		360 964
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	15 726 931	1 766 729	923 186	16 570 474
Autres					
▪ Parcs/terrains de jeux/autre	122	3 081 118	877 811	491 568	3 467 361
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	17 203 138	2 021 088	109 406	19 114 820
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	3 120 878	613 556	420 888	3 313 546
Ameublement et équipement de bureau	128	1 019 358	262 789	557 280	724 867
Machinerie, outillage et équipement divers	129	344 540	80 575	78 751	346 364
Autres	130				
	131	44 538 161	6 208 015	2 608 061	48 138 115
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	92 420 643			92 261 637
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

	2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	
Immeubles industriels municipaux	137	
Autres	138	
	139	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2020	2019
Frais payés d'avance		
▪ Divers	142	154 109
▪	143	
▪	144	
Autres		
▪	145	
▪	146	
	147	142 705

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats reliés à l'enlèvement de la neige, conciergerie, réseaux locaux d'aqueduc et d'égouts, bail de location et autres services; la Ville s'est engagée à verser les montants suivants;

2021: 6 583 892 \$ plus taxes
 2022: 5 913 810 \$ plus taxes
 2023: 2 582 494 \$ plus taxes
 2024: 994 402 \$ plus taxes
 2025: 82 182 \$ plus taxes

La Ville s'est engagée à verser une quote-part à la Communauté métropolitaine de Montréal dans le futur pour un montant approximatif de 500 000 \$ par année.

La Ville s'est engagée à verser une quote-part à l'Agglomération de Montréal au montant approximatif de 29 000 000 \$ par année pour les services reçus.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
148			

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Ville fait l'objet de plusieurs réclamations pour diverses raisons telles que des actions prises suite à l'exécution de travaux ainsi que pour des dommages et intérêts. La direction est dans l'impossibilité d'évaluer le dénouement de ces réclamations, une provision suffisante de l'avis de la direction a été inscrite aux livres de la Ville.

D) Autres

Dans le cours de ses activités, la Ville peut faire l'objet de griefs formulés par des employés. Au 31 décembre 2020, aucune provision relativement à ces griefs n'est inscrite aux livres de la Ville.

À la suite de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'équité salariale, une entente a été conclue entre la Ville et les différents syndicats représentant ses employés afin de s'assurer du respect des différents paramètres de cette loi. Au 31 décembre 2020, des paiements rétroactifs ont été versés à la majorité des employés, donc la Ville n'a plus dans ses livres une provision pour régler l'équité salariale et autres ajustements salariaux rétroactifs.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par la Ville.

25. Instruments financiers

S.O.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total
Revenus					
Fonctionnement					
1 Taxes	64 434 100	64 871 581	64 871 581	64 871 581	63 485 182
2 Compensations tenant lieu de taxes	1 532 400	1 537 824	1 537 824	1 537 824	1 590 031
3 Quotes-parts					
4 Transferts	1 100 990	4 234 745	4 234 745	4 234 745	1 046 158
5 Services rendus	2 341 960	768 858	768 858	768 858	2 189 486
6 Imposition de droits	3 142 300	4 654 471	4 654 471	4 654 471	5 056 467
7 Amendes et pénalités	475 000	436 510	436 510	436 510	529 353
8 Revenus de placements de portefeuille					
9 Autres revenus d'intérêts	611 500	453 260	453 260	453 260	825 892
10 Autres revenus	359 650	818 312	818 312	818 312	451 670
11 Effet net des opérations de restructuration					
12	73 997 900	77 775 561	77 775 561	77 775 561	75 174 239
Investissement					
13 Taxes					
14 Quotes-parts					
15 Transferts		1 036 983	1 036 983	1 036 983	42 165
16 Imposition de droits					
17 Autres revenus					
18 Contributions des promoteurs					
19 Autres					
20 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux					
21	73 997 900	1 036 983	1 036 983	1 036 983	102 165
22		78 812 544	78 812 544	78 812 544	75 276 404
Charges					
22 Administration générale	8 687 873	7 963 812	7 963 812	381 315	10 980 329
23 Sécurité publique	14 943 870	14 717 797	14 717 797	79 181	13 924 067
24 Transport	15 005 492	14 693 220	14 693 220	2 192 583	16 807 031
25 Hygiène du milieu	9 714 404	8 493 116	8 493 116	787 448	9 453 335
26 Santé et bien-être	410 722	414 749	414 749	414 749	359 360
27 Aménagement, urbanisme et développement	2 125 082	2 015 073	2 015 073	13 866	1 425 400
28 Loisirs et culture	16 980 657	14 421 329	14 421 329	2 753 622	18 244 295
29 Réseau d'électricité					
30 Frais de financement	1 331 030	1 429 394	1 429 394	1 429 394	1 390 690
31 Effet net des opérations de restructuration					
32 Amortissement des immobilisations					
33	69 199 130	6 208 015	6 208 015	(6 208 015)	72 584 507
34	4 798 770	8 456 039	8 456 039	8 456 039	2 691 897
Excédent (déficit) de l'exercice					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 798 770	8 456 039	2 691 897
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	( 1 036 983)	(102 165)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 798 770	7 419 056	2 589 732
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		6 208 015	5 690 743
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		6 208 015	5 690 743
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	4 409 780)	(4 951 800)	(4 851 833)
	18	(4 409 780)	(4 951 800)	(4 851 833)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	( 21 534)	(120 969)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(339 090)	(887 853)	(293 969)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(49 900)	(49 900)	(49 900)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(388 990)	(959 287)	(464 838)
	26	(4 798 770)	296 928	374 072
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		7 715 984	2 963 804

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 036 983	102 165
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 (	2 454 930)	(1 092 711)
Sécurité publique	3 (	)	( 17 638)
Transport	4 (	1 807 252)	(2 837 122)
Hygiène du milieu	5 (	325 594)	(123 278)
Santé et bien-être	6 ()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()	()
Loisirs et culture	8 (	1 461 233)	(11 181 099)
Réseau d'électricité	9 ()	()
	10 (	6 049 009)	(15 251 848)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11 ()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12 ()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	6 000 000	5 838 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	21 534	120 969
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	54 118	
Excédent de fonctionnement affecté	16	451 187	5 569 235
Réserves financières et fonds réservés	17	597 535	1 209 692
	18	1 124 374	6 899 896
	19	1 075 365	(2 513 952)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	2 112 348	(2 411 787)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Rémunération	1	17 615 080	16 650 935	17 098 830
Charges sociales	2	5 515 500	4 725 691	4 761 737
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	15 769 271	12 404 334	15 340 548
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	1 304 030	1 318 208	1 358 024
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9			
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	27 000	111 186	32 666
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	28 968 249	28 938 136	28 301 959
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16			
Amortissement des immobilisations	17		6 208 015	5 690 743
Autres				
▪	18			
▪	19			
▪	20			
	21	69 199 130	70 356 505	72 584 507

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	10 411 100	5 830 691
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 177 609	1 665 176
Réserves financières et fonds réservés	3	3 251 154	2 804 568
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(199 900)	(249 800)
Financement des investissements en cours	5	(1 299 479)	(3 373 396)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	40 132 832	41 340 038
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	56 473 316	48 017 277

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	10 411 100	5 830 691
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	10 411 100	5 830 691

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Piscine extérieure	12		31 224
▪ Parc - Divers	13	13 737	13 737
▪ Aréna - S. Moskovitch	14		67 906
▪ Parc Kirwan	15	413 482	1 128 460
▪ Feux de circulation/feux à DEL	16	48 000	400 000
▪ Système CVC	17	26 393	23 849
▪ Enveloppe du bâtiment HDV	18	712 377	
▪ MAMH-Aide COVID-19 (2021-2022)	19	2 963 620	
▪	20		
	21	4 177 609	1 665 176
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	4 177 609	1 665 176

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Réserve - Service de l'eau	27 769 203	372 810
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	769 203
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 904 212	776 691
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41 363 295	440 243
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪ Réserve Sinistré	45 100 000	100 000
▪ Frais de financement	46 1 114 444	1 114 824
	47	2 481 951
	48	2 804 568

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	199 900)(
Autres	52 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()(
	54 (	199 900)(
249 800)		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres		
▪	58 ()(
▪	59 ()(
	60 (	199 900)(
		249 800)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()(
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()(
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesure relative aux frais reportés	65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()(
Autres		
▪	72 ()(
▪	73 ()(
	74 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	
	81 (	199 900)(
		249 800)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 1 602 250	986 853
Investissements à financer	83 (2 901 729)	(4 360 249)
	84 (1 299 479)	(3 373 396)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 92 261 637	92 420 643
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 92 261 637	92 420 643
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 92 261 637	92 420 643
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (52 004 555)	(51 615 176)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (1 114 445)	(1 114 824)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 993 920	1 653 120
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (52 125 080)	(51 076 880)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (3 725)	(3 725)
	100 (52 128 805)	(51 080 605)
	101 40 132 832	41 340 038

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Il s'agit d'un régime de retraite contributif à prestations déterminées visant tous les employés adhérents admissibles de la Ville de Côte Saint-Luc. En vertu de ce régime, les cotisations sont faites par les membres et par l'employeur, la Ville de Côte Saint-Luc.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 1 501 900	1 388 600
Charge de l'exercice	4 (1 570 700)	(1 453 200)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 228 300	1 566 500
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 1 159 500	1 501 900
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 42 636 900	40 755 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (46 814 300)	(42 560 300)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (4 177 400)	(1 804 500)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 5 336 900	3 306 400
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 1 159 500	1 501 900
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 1 159 500	1 501 900
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 42 636 900	40 755 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (46 814 300)	(42 560 300)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (4 177 400)	(1 804 500)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 097 400	2 006 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 2 097 400	2 006 400
Cotisations salariales des employés	21 (1 006 600)	(818 400)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 1 090 800	1 188 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 387 700	254 300
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 1 478 500	1 442 300
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 2 289 700	2 159 100
Rendement espéré des actifs	33 (2 197 500)	(2 148 200)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 92 200	10 900
Charge de l'exercice	35 1 570 700	1 453 200
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 898 400	1 787 600
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (2 197 500)	(2 148 200)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (1 299 100)	(360 600)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (1 119 100)	(1 425 200)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 252 200	1 617 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 42 285 100	40 638 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,08 %	5,32 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,32 %	5,56 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115		
Autres régimes	116		
	117		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	8	8

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Cotisations des élus au RREM	119	12 623	13 592
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	68 949	71 889
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121		
	122	68 949	71 889
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	60 566 800	60 991 451	59 603 620
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	3 787 400	3 800 288	3 802 104
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	64 354 200	64 791 739	63 405 724
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
▪	14			
▪	15			
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	79 900	79 842	79 458
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	79 900	79 842	79 458
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	79 900	79 842	79 458
	27	64 434 100	64 871 581	63 485 182

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	485 400	486 726	510 063
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	964 600	967 874	998 949
	36	1 450 000	1 454 600	1 509 012
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	1 450 000	1 454 600	1 509 012
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	82 400	83 224	81 019
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	82 400	83 224	81 019
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	1 532 400	1 537 824	1 590 031

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	487 990	3 469 462	16 400
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			17 272
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	330 000	420 451	629 780
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	217 000	244 978	
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	6 000	4 287	118 085
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87		16 382	8 562
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	60 000	78 885	66 245
Autres	89		300	189 814
Réseau d'électricité				
	90			
	91	1 100 990	4 234 745	1 046 158

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		24 526
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		17 639
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	36 983	
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	1 000 000	
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité			
	129		
	130	1 036 983	42 165

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140			
	141			
TOTAL DES TRANSFERTS	142	1 100 990	5 271 728	1 088 323

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145		100 250	
	146		100 250	
Sécurité publique				
Police	147			
Sécurité incendie	148	60 000	60 000	60 000
Sécurité civile	149			
Autres	150	7 800		30 400
	151	67 800	60 000	90 400
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153	30 000	27 974	61 543
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157	30 000	27 974	61 543
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166		11 209	1 806
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169		4 227	
	170		15 436	1 806

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	97 800	203 660	153 749

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187			
	188			
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie	190			
Sécurité civile	191			
Autres	192	9 000	3 575	10 641
	193	9 000	3 575	10 641
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194			
Enlèvement de la neige	195			
Autres	196	31 000	50 298	14 781
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202	31 000	50 298	14 781
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Réseaux d'égout	206			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207	30 000	4 453	
Matières recyclables	208	10 000	13 401	
Autres	209	1 000	375	
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211			
Autres	212	10 000	2 000	68 179
	213	51 000	20 229	68 179

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221			
	222			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	2 053 460	465 578	1 840 686
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	99 700	25 518	101 450
Autres	225			
	226	2 153 160	491 096	1 942 136
Réseau d'électricité				
	227			
	228	2 244 160	565 198	2 035 737
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	2 341 960	768 858	2 189 486

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	342 300	251 013	739 230
Droits de mutation immobilière	231	2 800 000	4 403 458	4 317 237
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233			
	234	3 142 300	4 654 471	5 056 467
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	235	475 000	436 510	529 353
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	236			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	237	611 500	453 260	825 892
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244			60 000
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	359 650	818 312	451 670
	247	359 650	818 312	511 670
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	248			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Budget 2020		Réalisations 2020		Réalisations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	583 144	472 823	472 823	511 179
Greffé et application de la loi	2	400 500	146 960	146 960	534 411
Gestion financière et administrative	3	6 581 062	6 332 424	381 315	9 129 866
Évaluation	4	292 523	293 628	293 628	222 361
Gestion du personnel	5	730 644	717 977	717 977	582 512
Autres	6	100 000			
▪ Provision - dépenses imprévus	7				
▪	8	8 687 873	7 963 812	381 315	10 980 329
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	9 121 162	9 048 530	20 817	8 603 376
Sécurité incendie	10	4 406 727	4 396 590		4 087 097
Sécurité civile	11	1 415 981	1 272 677	58 364	1 233 594
Autres	12				
	13	14 943 870	14 717 797	79 181	13 924 067
TRANSPORT					
Réseau routier	14	3 542 492	3 488 271	1 812 722	5 066 097
Voie municipale	15	3 671 972	3 426 457	188 817	4 429 131
Enlèvement de la neige	16	591 297	578 780	191 044	704 294
Éclairage des rues	17				
Circulation et stationnement	18	7 199 731	7 199 712		6 607 509
Transport collectif	19				
Transport en commun	20				
Transport aérien	21				
Transport par eau	22	15 005 492	14 693 220	2 192 583	16 807 031
Autres					

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Budget 2020		Réalisations 2020		Réalisations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24	7 178 150	5 893 695	555 396	7 001 073
Traitement des eaux usées	25			60 384	60 968
Réseaux d'égout	26				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	1 680 898	1 735 622		1 643 375
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	353 550	343 481	171 668	336 953
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31	250 903	260 159		205 483
Traitement	32				
Matériaux secs	33	250 903	260 159		205 483
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	9 714 404	8 493 116	787 448	9 280 564
					9 453 335
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41				
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	410 722	414 749		359 360
	44	410 722	414 749		359 360

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Budget 2020		Réalisations 2020		Réalisations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 125 082	2 015 073	2 028 939	1 425 400
Rénovation urbaine				13 866	
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51				
	52	2 125 082	2 015 073	2 028 939	1 425 400
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	2 294 372	2 101 443	2 654 039	2 898 998
Pâtinoires intérieures et extérieures	54	1 471 014	1 355 685	1 910 404	1 556 758
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 423 383	1 568 581	1 738 758	2 260 764
Parcs et terrains de jeux	56	6 379 846	5 587 326	945 938	6 886 803
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	578 592	278 137	278 137	617 999
Autres	59				
	60	13 147 207	10 891 172	2 223 430	14 221 322
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	3 823 200	3 529 099	521 308	3 996 227
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63	10 250	1 058	8 884	26 746
Autres ressources du patrimoine	64	3 833 450	3 530 157	530 192	4 022 973
Autres	65				
	66	16 980 657	14 421 329	2 753 622	18 244 295
	67				

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme		1 304 030	1 318 208	1 318 208	1 358 024
Intérêts	69				
Autres frais	70				
Autres frais de financement	71		92 200	92 200	10 900
Avantages sociaux futurs	72	27 000	18 986	18 986	21 766
Autres	73	1 331 030	1 429 394	1 429 394	1 390 690
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75		6 208 015 (	6 208 015)	

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	393 868	
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	211 563	
Ponts, tunnels et viaducs	7		2 425 178
Systèmes d'éclairage des rues	8	733 230	
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	333 348	2 627 898
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	2 389 676	741 706
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 127 885	8 791 116
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	764 428	293 583
Ameublement et équipement de bureau	18	86 717	372 033
Machinerie, outillage et équipement divers	19		334
Terrains	20		
Autres	21	8 294	
	22	6 049 009	15 251 848

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	393 868	
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	1 278 141	5 053 076
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	4 377 000	10 198 772
	34	6 049 009	15 251 848

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5			
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	51 076 880	6 000 000	4 951 800
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	51 076 880	6 000 000	4 951 800
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 653 120		659 200
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12	1 653 120	659 200	993 920
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette				
	13			
	14	1 653 120	659 200	993 920
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec				
	15			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	1 653 120	659 200	993 920
	19	52 730 000	6 000 000	5 611 000
Dette en cours de refinancement	20 ()			()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	52 730 000	6 000 000	5 611 000

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	53 119 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 901 729
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	993 920
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	55 026 809
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	
Endettement net à long terme	17	55 026 809
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	237 196
Autres organismes	20	3 586 000
Endettement total net à long terme	21	58 850 005
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	41 303 000
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	41 303 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	100 153 005
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	292 523	293 628	222 361
Autres	3	1 379 550	1 380 104	3 892 061
Sécurité publique				
Police	4	7 945 461	7 945 440	7 485 978
Sécurité incendie	5	4 390 978	4 390 966	4 080 959
Sécurité civile	6	166 808	166 808	144 302
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	80 951	80 951	20 253
Transport collectif	9	7 199 731	7 199 712	6 607 509
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	3 362 300	3 326 392	2 488 533
Matières résiduelles	12	951 787	951 785	886 064
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	178 575	180 326	156 243
Autres	17	232 147	234 423	203 117
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	1 372 022	1 372 189	782 951
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	458 722	458 721	435 437
Activités culturelles	23	956 694	956 691	896 191
Réseau d'électricité				
	24			
	25	28 968 249	28 938 136	28 301 959

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020*Non audité*

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 049 009	15 251 848
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	6 049 009	15 251 848

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
1 Cadres et contremaîtres	80,00	35,00	109 660,00	5 414 452	1 450 150	6 864 602
2 Professionnels	5,00	35,00	8 172,00	485 313	100 679	585 992
3 Cois blancs	113,00	35,00	132 858,00	5 035 393	1 345 231	6 380 624
4 Cois bleus	99,00	38,00	139 433,00	5 425 993	1 694 369	7 120 362
5 Policiers						
6 Pompiers						
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8	297,00		390 123,00	16 361 151	4 590 429	20 951 580
9	8,00			289 784	135 262	425 046
10	305,00			16 650 935	4 725 691	21 376 626

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun					
Eau et égout					
11					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
12					
Réseau de distribution de l'eau potable		9 209	27 774		36 983
13					
14 Traitement des eaux usées					
15					
16 Réseaux d'égout	4 202 624	1 000 000	32 121		5 234 745
17	4 202 624	1 009 209	59 895		5 271 728

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	253 158	243 385
	4	253 158	243 385
Sécurité publique			
Police	5	45 044	41 073
Sécurité incendie	6	230	229
Sécurité civile	7	45 157	38 667
Autres	8		
	9	90 431	79 969
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	136 967	120 117
Enlèvement de la neige	11	137 735	158 781
Autres	12	23 266	21 767
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	297 968	300 665
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	166 088	148 036
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	66 231	50 116
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	232 319	198 152
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	26 252	23 551
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	26 252	23 551
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	385 115	414 370
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	144 109	129 930
Autres	38	42	668
	39	529 266	544 968
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 429 394	1 390 690

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mitchell Brownstein	Maire	68 856	17 044		
Oren Sebag	Conseiller	19 915	9 957		
Michael Cohen	Conseiller	19 915	9 957		
Dida Berku	Conseiller	19 915	9 957		
Steven Erdelyi	Conseiller	19 915	9 957		
Mitchell Kujavsky	Conseiller	19 915	9 957		
David Tordjman	Conseiller	19 915	9 957		
Sidney Benizri	Conseiller	19 915	9 957		
Mitchell Brownstein (Agglomération)	Maire			12 016	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | <u>2 500 000</u> | | \$ |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | | | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | | |
|---|----|--------------------------|---|-------------------------------------|-------------------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input type="checkbox"/> | | 6 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | _____ | | \$ | |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input type="checkbox"/> | 9 | <input checked="" type="checkbox"/> | |
| 5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes : | | | | | |
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | _____ | | \$ | |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | _____ | | \$ | |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | _____ | | \$ | |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | _____ | | \$ | |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | _____ | | \$ | |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | _____ | | \$ | |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | _____ | | \$ | |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | _____ | | \$ | |
| Ligne 18 : Créanciers et charges à payer | 18 | _____ | | \$ | |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | _____ | | \$ | |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 _____ 585 045 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 _____ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 _____ \$
- b) autres formes d'aide 45 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020

46 _____ \$

Facteur comparatif de 2020

47 _____

Valeur uniformisée

48 _____ \$

11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

49 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

50 _____ \$

▪ Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

51 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

52 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

53 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

54 _____

b) Date d'adoption de la résolution

55 _____

12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?56 57

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

58 _____

b) Date d'adoption de la résolution

59 _____

13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

60 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

61 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)

62 _____

d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) :

63 _____

Indiquer la race de chien

e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :

64 _____

▪ a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Ville de Côte Saint-Luc,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Côte Saint-Luc (« la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard du l'audit du l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'état conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et Ville (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

¹ CPA auditeurs, CA, permis de comptabilité public numéro A108263

Brossard, Québec, 10 mai 2021

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	61 333 460
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	3 796 060
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	65 129 520

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
Remplacement des bacs à déchet	14	240 000
	15	
	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	104 000
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	344 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	344 000
	27	65 473 520

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	486 640
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	988 360
	9	1 475 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 475 000

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	83 800
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	83 800

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 558 800

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
1	Taxe foncière générale (taux unique)	X	/100 \$					
2	Taxe foncière générale (taux variés)	3 990 002	139 x 0,9966	/100 \$				
3	Résiduelle (résidentielle et autres)	991 675	391 x 1,1860	/100 \$				
4	Immeubles de 6 logements ou plus	221 410	744 x	/100 \$				
5	Immeubles non résidentiels		X	/100 \$				
6	Immeubles industriels		X	/100 \$				
7	Terrains vagues desservis		X	/100 \$				
8	Immeubles non résidentiels	8 679 200	X 1,9932	/100 \$				
9	Autres		X	/100 \$				
9	Immeubles agricoles					50 000		
	Total			51 698 625	()	(50 000)	9 684 835	61 333 460
Taxes spéciales								
10	Service de la dette (taux unique)	X	/100 \$					
11	Service de la dette (taux variés)							
12	Résiduelle (résidentielle et autres)	X	/100 \$					
13	Immeubles de 6 logements ou plus	X	/100 \$					
14	Immeubles non résidentiels	X	/100 \$					
15	Immeubles industriels	X	/100 \$					
16	Terrains vagues desservis	X	/100 \$					
17	Immeubles non résidentiels	X	/100 \$					
18	Autres	X	/100 \$					
18	Immeubles agricoles	X	/100 \$					
	Total				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	X	/100 \$				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	3 990 002 139 X	0,0482 /100 \$	1 923 181			
Immeubles de 6 logements ou plus	21	991 675 391 X	0,0482 /100 \$	477 988			
Immeubles non résidentiels	22	221 410 744 X	/100 \$				
Immeubles industriels	23	X	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	24	X	/100 \$				
Autres	25	8 679 200 X	0,0001 /100 \$	9			
Immeubles agricoles	26	X	/100 \$				
Total	27			2 401 178	()	1 394 882	3 796 060
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	28	X	/100 \$				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	X	/100 \$				
Immeubles de 6 logements ou plus	30	X	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	31	X	/100 \$				
Immeubles industriels	32	X	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	33	X	/100 \$				
Autres	34	X	/100 \$				
Immeubles agricoles	35	X	/100 \$				
Total	36			()	()	()	()
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	X	%	()	()	()	()

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	_____	\$
Égout	2	_____	\$
Eau et égout	3	_____	\$
Traitement des eaux usées	4	_____	\$
Matières résiduelles	5	_____	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Remplacement des bacs à déchets	50,0000	4 - tarif fixe (compensation)	maisons unifamiliales

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	11 079 723			172 994	12 239 261	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	104 000					
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	11 183 723			172 994	12 239 261	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Résidentielles		Résiduelle		Total
	Résidentielles	Résidences	Agriculture	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	41 637 542			65 129 520
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4				104 000
Autres	5	240 000			240 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	41 877 542			65 473 520

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input checked="" type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
i. Sous-catégorie de référence - Taux adopté 3.7871 \$ - Assiette 24 766 877 \$			
ii. Sous-catégorie centre commercial - Taux adopté 4.0522 \$ - Assiette 97 968 334 \$			
iii. Sous-catégorie tour de bureaux- Taux adopté 4.0522 \$ - Assiette 20 514 267 \$			
iv. Sous-catégorie chemin de fer - Taux adopté 5.0482 \$ - Assiette 78 161 266 \$			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	_____	\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	_____	\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-21	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	69 842 219	\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>6 231 000</u> \$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>1 264 411</u> \$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>(2 069 280)</u> \$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Angelo Marino, atteste que le rapport financier de Ville de Côte-Saint-Luc pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 10 mai 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Côte-Saint-Luc.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Côte-Saint-Luc consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Côte-Saint-Luc détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-05-07 15:25:28

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	73 997 900	77 775 561	75 174 239
Investissement	2		1 036 983	102 165
	3	73 997 900	78 812 544	75 276 404
Charges	4	69 199 130	70 356 505	72 584 507
Excédent (déficit) de l'exercice	5	4 798 770	8 456 039	2 691 897
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 1 036 983)	(102 165)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	4 798 770	7 419 056	2 589 732
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		6 208 015	5 690 743
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	4 409 780)	(4 951 800)	(4 851 833)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	( 21 534)	(120 969)
Excédent (déficit) accumulé	12	(388 990)	(937 753)	(343 869)
Autres éléments de conciliation	13			
	14	(4 798 770)	296 928	374 072
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		7 715 984	2 963 804

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	12 584 631	4 935 735
Débiteurs	2	13 087 736	11 957 071
Placements de portefeuille	3		
Autres	4	1 159 500	1 501 900
	5	26 831 867	18 394 706
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	52 004 555	51 615 176
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	11 015 538	11 564 037
	10	63 020 093	63 179 213
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(36 188 226)	(44 784 507)
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	92 261 637	92 420 643
Autres	13	399 905	381 141
	14	92 661 542	92 801 784
Excédent (déficit) accumulé	15	56 473 316	48 017 277

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	10 411 100	5 830 691
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Piscine extérieure	17		31 224
▪ Parc - Divers	18	13 737	13 737
▪ Aréna - S. Moskovitch	19		67 906
▪ Parc Kirwan	20	413 482	1 128 460
▪ Feux de circulation/feux à DEL	21	48 000	400 000
▪ Système CVC	22	26 393	23 849
▪ Enveloppe du bâtiment HDV	23	712 377	
▪ MAMH-Aide COVID-19 (2021-2022)	24	2 963 620	
▪	25		
	26	4 177 609	1 665 176
Réserves financières	27	769 203	372 810
Fonds réservés	28	2 481 951	2 431 758
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(199 900)	(249 800)
Financement des investissements en cours	30	(1 299 479)	(3 373 396)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	40 132 832	41 340 038
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	56 473 316	48 017 277

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	55 026 809
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	100 153 005

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020	2019
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	52 125 080	51 076 880
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	993 920	1 653 120
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	53 119 000	52 730 000

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020		2019
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	64 434 100	64 871 581	63 485 182
Compensations tenant lieu de taxes	12	1 532 400	1 537 824	1 590 031
Quotes-parts	13			
Transferts	14	1 100 990	4 234 745	1 046 158
Services rendus	15	2 341 960	768 858	2 189 486
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	3 617 300	5 090 981	5 585 820
Autres	17	971 150	1 271 572	1 277 562
	18	73 997 900	77 775 561	75 174 239
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		1 036 983	42 165
Autres	22			60 000
	23		1 036 983	102 165
	24	73 997 900	78 812 544	75 276 404

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale	1	8 687 873	7 963 812	381 315	8 345 127	10 980 329
Sécurité publique						
Police	2	9 121 162	9 048 530	20 817	9 069 347	8 603 376
Sécurité incendie	3	4 406 727	4 396 590		4 396 590	4 087 097
Autres	4	1 415 981	1 272 677	58 364	1 331 041	1 233 594
Transport						
Réseau routier	5	7 805 761	7 493 508	2 192 583	9 686 091	10 199 522
Transport collectif	6	7 199 731	7 199 712		7 199 712	6 607 509
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	7 178 150	5 893 695	615 780	6 509 475	7 062 041
Matières résiduelles	9	2 536 254	2 599 421	171 668	2 771 089	2 391 294
Autres	10					
Santé et bien-être	11	410 722	414 749		414 749	359 360
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	2 125 082	2 015 073	13 866	2 028 939	1 425 400
Promotion et développement économique	13					
Autres	14					
Loisirs et culture	15	16 980 657	14 421 329	2 753 622	17 174 951	18 244 295
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 331 030	1 429 394		1 429 394	1 390 690
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	69 199 130	64 148 490	6 208 015	70 356 505	72 584 507
Amortissement des immobilisations	20		6 208 015 (	6 208 015)		
	21	69 199 130	70 356 505		70 356 505	72 584 507

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 036 983	102 165
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations - Acquisition	2 (	6 049 009)	(15 251 848)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ()	()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	6 000 000	5 838 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	21 534	120 969
Excédent accumulé	6	1 102 840	6 778 927
	7	1 075 365	(2 513 952)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	2 112 348	(2 411 787)

Extrait du rapport financier, page S18